

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

La vérité concernant l'équilibre budgétaire du Québec : sans gains d'efficacité inédits, les services seront affectés

Par Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège, et Sonny Scarfone, économiste principal

Nous venons de publier nos [Prévisions économiques et financières](#), qui reflètent notre lecture d'une conjoncture encore très évolutive cette année. Le constat est nuancé, la situation s'avérant moins préoccupante que ce que laissaient craindre nos scénarios hivernaux, mais elle demeure moins favorable qu'à la veille de l'élection américaine.

Les rebondissements demeurent presque quotidiens, créant une situation inhabituelle pour les prévisionnistes : la croissance à moyen terme semble aujourd'hui plus facile à anticiper que celle à court terme. Dans ce contexte, peu importe la durée du conflit commercial en cours, les perspectives économiques du Québec au-delà des perturbations actuelles s'annoncent plus modestes que celles du reste du pays. Deux facteurs principaux expliquent cet écart : un ralentissement démographique plus marqué et une marge de manœuvre budgétaire désormais réduite.

La démographie, pas qu'une histoire de ratios

Bien qu'il soit clair que le rythme d'accueil des nouveaux arrivants des dernières années dépassait les capacités physiques et organisationnelles en place, le Québec amorce un tournant symbolique. Pour la première fois l'an dernier, la croissance naturelle de la population est devenue négative, avec plus de décès que de naissances. Le Québec rejoint à ce titre un groupe de plus en plus large de provinces et de pays, notamment la Colombie-Britannique et les provinces de l'Atlantique, ainsi que des pays principalement d'Europe et d'Asie, où l'on observe le même phénomène.

Il n'y a pas lieu de tirer la sonnette d'alarme, mais ce constat soulève une question de fond : sans un apport migratoire suffisant et bien intégré, le poids de l'appareil public, des soins de santé à l'éducation, en passant par les services publics, reposera sur un bassin de travailleurs de plus en plus restreint. À mesure que davantage de pays feront face à cette réalité, la concurrence mondiale pour attirer les talents s'intensifiera.

L'augmentation rapide de la population au cours des dernières années a toutefois mis à l'épreuve le consensus canadien et, dans une certaine mesure, québécois, qui s'imposait depuis des décennies en matière d'immigration. Pendant plusieurs trimestres, la croissance démographique a dépassé celle de l'économie, entraînant une baisse du produit intérieur brut (PIB) réel par habitant. Il s'agit d'un simple constat arithmétique, mais qui est souvent interprété comme un signe de recul du niveau de vie. Cette lecture repose sur l'idée que le PIB constitue un bon indicateur du bien-être économique, une notion qui ne fait pas l'unanimité, bien qu'il existe une [forte corrélation \[en anglais seulement\]](#) entre le niveau du PIB et celui des indices de développement humain.

Pas besoin de faire appel à des mathématiques avancées pour conclure qu'une façon d'augmenter le PIB par habitant pourrait consister à limiter l'entrée de travailleurs à bas salaire ou à ne pas renouveler certains permis de travail temporaires. À court terme, cette logique peut sembler intuitive mais demeure réductrice : il n'est pas évident, par exemple, qu'un emploi faiblement

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	4	Indicateurs économiques	6
-------------------------------	---	--------------------	---	-------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
Benoît P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
Francis Généreux, économiste principal • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste • Sonny Scarfone, économiste principal
Oskar Stone, analyste • LJ Valencia, analyste économique

Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2025, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

rémunéré ait un effet négatif sur le bien-être d'un travailleur déjà en poste dans l'économie (effet de composition).

À plus long terme, une stagnation démographique peut entraîner un cercle vicieux : ralentissement de l'innovation, recul des investissements privés, pressions sur la qualité des services publics, exode des talents, etc. Une revue de littérature du [Economic Innovation Group \[en anglais seulement\]](#) illustre bien ces dynamiques dans plusieurs régions métropolitaines américaines confrontées à un déclin démographique. De façon plus large, une lecture strictement arithmétique de la situation, centrée sur le dénominateur du PIB par habitant, risque de négliger les dynamiques économiques plus profondes qu'une stagnation prolongée peut engendrer.

Du point de vue des finances publiques, cette situation signifie également que le fardeau budgétaire, y compris la dette accumulée, repose ultimement sur un nombre plus restreint de contribuables. Ce constat nous amène au deuxième facteur qui risque de freiner plus fortement la croissance économique relative du Québec, comparativement au reste du pays, d'ici la fin de la décennie.

Une contribution moindre du secteur public à venir

La résilience actuelle de l'économie québécoise repose en grande partie sur la solidité de l'emploi dans les secteurs financés par l'État, comme la santé, l'éducation et l'administration publique. Mais avec des finances publiques sous pression, il est légitime de s'interroger sur la capacité de maintenir un tel rythme.

En attendant le rapport sur la situation financière du Québec, prévu pour la fin juin et qui offrira un portrait plus précis de la situation au 31 mars 2025, rappelons les constats principaux du dernier [budget](#) du gouvernement du Québec :

- ▶ En 2025-2026, le déficit selon les comptes publics atteindra 11,4 G\$ (1,8 % du PIB);
- ▶ Lors du même exercice financier, le déficit selon la [Loi sur l'équilibre budgétaire](#), qui inclut le versement au Fonds des générations, sera de 13,6 G\$ (2,2 % du PIB);
- ▶ Cette même loi exige un retour à l'équilibre d'ici 2029-2030, avec un déficit maximal de 1,5 G\$ permis en 2028-2029.

Comme résumé dans notre [analyse](#) de mars dernier, le budget identifie généralement où s'effectueront les efforts de consolidation budgétaire des prochaines années. Toutefois, plusieurs mesures restent à identifier en vue d'atteindre l'équilibre budgétaire d'ici la fin de la décennie.

Du côté des revenus, ceux-ci demeurent étroitement liés à la conjoncture économique. Les prévisions gouvernementales, bien

qu'un peu plus optimistes que les nôtres, restent globalement alignées avec celles du secteur privé. Cela dit, les perspectives de croissance sont limitées : la dynamique démographique ne jouera pas un rôle moteur et une hausse du fardeau fiscal semble peu probable à court terme, surtout à l'approche d'une année électorale, et en considérant que le fardeau fiscal des Québécois est plus élevé qu'ailleurs en Amérique du Nord.

En ce sens, l'essentiel des efforts devra venir du côté des dépenses. À titre illustratif, voici les faits saillants du budget 2025-2026 concernant la répartition des 165,7 G\$ de dépenses consolidées anticipées :

- ▶ 40 % sont consacrés à la santé et aux services sociaux;
- ▶ 21 % vont à l'éducation et à l'enseignement supérieur (dont environ les deux tiers pour l'éducation);
- ▶ 34 % couvrent les autres portefeuilles ministériels (famille, transports et mobilité durable, emploi, sécurité sociale, etc.);
- ▶ Un peu moins de 6 % sont alloués au service de la dette.

Or, alors que le gros de l'effort de consolidation budgétaire passera par les dépenses, il est légitime de s'interroger sur l'incidence qu'aura une croissance limitée des dépenses de portefeuille, estimée à seulement 1,7 % par an entre 2024-2025 et 2029-2030. Deux constats s'imposent : d'abord, cette estimation représente une borne supérieure puisqu'elle ne tient pas compte des éventuelles mesures de dépenses qui seront identifiées pour résorber l'écart résiduel. Ensuite, dans un contexte où l'inflation moyenne dépasse de peu les 2 %, cela représenterait une contribution réelle négative à l'économie¹. Il s'agirait en fait de la plus faible croissance soutenue des dépenses publiques des dernières décennies.

Lorsqu'il s'agit de restreindre les dépenses, il y a des limites à ce qui peut être accompli sans affecter la qualité des services à la population. Bien qu'une ventilation complète des dépenses ne soit pas disponible jusqu'en 2029-2030, le budget prévoit une croissance annuelle moyenne de 2,5 % pour la santé et les services sociaux jusqu'en 2026-2027. Ce rythme, bien qu'au-dessus de l'inflation, pourrait être insuffisant pour maintenir la qualité des soins, surtout dans un secteur où la rémunération, encadrée par des conventions collectives, représente une part importante des coûts et où les hausses salariales prévues dépassent ce seuil (voir la Section B du [Budget 2024-2025](#)).

Cela implique ainsi des gels, voire des compressions, dans d'autres volets du système. Et ce, alors que des [études](#) ont déjà souligné qu'en tenant compte de l'évolution technologique et des

¹ Sauf en cas de gains d'efficacité importants, ce que visent plusieurs initiatives en cours.

besoins croissants, un taux de croissance annuel d'environ 5 % serait plutôt nécessaire ou souhaitable pour assurer « une progression continue de l'accès et de l'amélioration [du système de santé] ».

En éducation et en enseignement supérieur, les dépenses sont appelées à croître annuellement de 2,1 % et 0,9 %, respectivement. Ici aussi, la progression plus rapide des salaires, souvent encadrés par des conventions collectives, accentuera la pression sur les autres postes budgétaires (Québec demandait d'ailleurs cette semaine des efforts additionnels de 570 M\$ aux centres de services scolaires et aux écoles privées). Rare source d'allègement, la baisse prévue du nombre d'élèves dans les réseaux primaire et secondaire, selon les [projections démographiques](#) de l'Institut de la statistique du Québec, pourrait atténuer quelque peu ces pressions d'ici le retour à l'équilibre budgétaire. Cela dit, cette perspective s'inscrit dans un contexte où les acteurs du milieu dénoncent déjà un écart important entre les besoins sur le terrain et les ressources disponibles.

Avec un service de la dette appelé à croître, et qui ne fait pas l'objet de choix budgétaires discrétionnaires, tout manque à gagner devra être absorbé par les autres portefeuilles. Toutefois, ceux-ci ne représentent qu'environ le tiers des dépenses consolidées, et plusieurs affichent déjà des prévisions de croissance inférieures à l'inflation projetée. Quelques exceptions subsistent, notamment les ministères de la Famille, des Transports et de la Mobilité durable, ainsi que celui de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Mais avec les défis en cours (changements climatiques, électrification, etc.), des hausses équivalentes à l'inflation ne suffiraient pas pour répondre aux ambitions sociétales du Québec.

Qu'est-ce qu'il faut en conclure? Dans les cinq années à venir, il sera peu réaliste de compter sur une contribution positive des dépenses courantes du gouvernement du Québec à la croissance économique. Le cadre budgétaire, déjà contraint, pourrait l'être davantage. Les marges de manœuvre resteront limitées, tandis qu'une hausse du fardeau fiscal des contribuables semble peu envisageable. Les gains d'efficacité au sein de l'appareil gouvernemental sont évidemment souhaitables, voire nécessaires, mais ils ne suffiront pas. Vu l'ampleur des efforts requis pour rétablir l'équilibre budgétaire, certaines compressions semblent inévitables. Et il faudra se croiser les doigts pour qu'il n'y ait pas un revers de conjoncture majeur qui compliquerait la tâche davantage dans les prochaines années.

Bref, l'effort requis pour retrouver l'équilibre budgétaire est tel qu'il impliquera des arbitrages. Et ceux-ci renverront à des choix de société : quoi prioriser? Quoi réduire? Et à quel coût social? Dans un contexte où le Québec vieillit, aspire à mieux former, mieux soigner et mieux transformer son économie, ces questions ne peuvent être tranchées en silence. Elles méritent plutôt un débat public franc et lucide.

À surveiller

LUNDI 23 juin - 10:00

Mai	taux ann.
Consensus	3 950 000
Desjardins	3 890 000
Avril	4 000 000

MARDI 24 juin - 9:00

Avril	a/a
Consensus	nd
Desjardins	3,90 %
Mars	4,07 %

MARDI 24 juin - 10:00

Juin	
Consensus	99,0
Desjardins	99,0
Mai	98,0

MERCREDI 25 juin - 10:00

Mai	taux ann.
Consensus	693 000
Desjardins	685 000
Avril	743 000

JEUDI 26 juin - 8:30

Mai	m/m
Consensus	6,9 %
Desjardins	13,5 %
Avril	-6,3 %

ÉTATS-UNIS

Ventes de propriétés existantes (mai) – La revente de propriétés a légèrement diminué de 0,5 % en avril pour atteindre son plus bas niveau depuis septembre 2024. On s'attend à une autre baisse pour le mois de mai. Les ventes en suspens ont subi leur plus importante contraction depuis septembre 2022. Les données régionales préliminaires signalent aussi une diminution. Somme toute, on s'attend à ce que les ventes passent sous les 3 900 000 unités.

Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons existantes (avril) – L'indice S&P/Case-Shiller pour les 20 principales villes a subi en mars sa première baisse mensuelle depuis janvier 2023. Cela contraste avec les croissances des mois précédents. On remarque aussi que 14 des 20 villes répertoriées ont enregistré une diminution de prix. On s'attend tout de même à une légère croissance mensuelle de 0,1 % pour le mois d'avril, bien que le risque d'une nouvelle contraction reste élevé. La variation annuelle de l'indice S&P/Case-Shiller devrait toutefois passer de 4,1 % à 3,9 %. Ce serait la première fois depuis l'été 2023 que la variation annuelle des prix passe sous 4 %.

Indice de confiance des consommateurs du Conference Board (juin) – Alors que l'humeur des ménages s'est dégradée de façon importante au cours des premiers mois de 2025, la donne a changé en mai. L'indice du Conference Board a ainsi gagné 12,3 points au cours de ce mois alors qu'il en avait perdu 23,8 au cours des quatre premiers mois de l'année. La baisse des tensions commerciales avec la Chine et l'amélioration des marchés boursiers semblent au cœur de ce revirement. Il reste maintenant à voir si l'amélioration s'est poursuivie en juin. D'un côté, l'indice de l'Université du Michigan a augmenté au cours du présent mois, de même que l'indice TIPP. La Bourse a un peu plus de difficultés depuis l'escalade du conflit entre Israël et l'Iran. Les prix de l'essence ont récemment diminué, mais le même facteur pourrait changer la donne. On s'attend donc à une certaine stabilité de l'indice du Conference Board.

Ventes de maisons neuves (mai) – Les ventes de maisons individuelles neuves ont enregistré des hausses étonnantes en mars (+2,6 %) et, surtout, en avril (+10,9 %). Le niveau annualisé de ventes est ainsi passé à son plus haut niveau depuis février 2022. Le bond a eu lieu alors que plusieurs indicateurs pointaient vers le bas. Ils ont d'ailleurs continué d'envoyer des signaux négatifs en mai. Autant le niveau récent des permis de bâtir que la faiblesse de la confiance des constructeurs de maisons suggèrent une baisse mensuelle du nombre de maisons individuelles neuves vendues. Par contre, on observe aussi une hausse des demandes de prêt hypothécaire en vue d'un achat (malgré la légère augmentation des taux d'intérêt hypothécaires) ainsi que la stabilisation des recherches en ligne pour les maisons neuves. Somme toute, on s'attend à ce que les ventes de maisons individuelles neuves repassent sous les 700 000.

Nouvelles commandes de biens durables (mai) – Les nouvelles commandes de biens durables ont subi en avril leur pire baisse mensuelle depuis janvier 2024. La cause principale est la chute de 51,5 % des commandes liées à l'aviation civile. Ce même secteur devrait amener un fort rebond pour le mois de mai. Les commandes chez Boeing, notamment en provenance de l'étranger, ont été très élevées en mai et l'ensemble du secteur devrait voir ses commandes tripler. Excluant les transports, on s'attend plutôt à une stagnation des nouvelles commandes de biens durables alors que la production manufacturière s'est montrée plutôt décevante en mai. Somme toute, les nouvelles commandes de biens durables devraient afficher une hausse de 13,5 %.

VENDREDI 27 juin - 8:30

Mai	m/m
Consensus	0,2 %
Desjardins	0,0 %
Avril	0,2 %

Dépenses de consommation (mai) – Après une forte hausse de 0,7 % en mars, la consommation réelle a ralenti en avril avec un gain plus modeste, soit de 0,1 %. On s'attend à une autre baisse de cadence pour le mois de mai et la consommation pourrait même subir une baisse de 0,1 %. Ce serait la première contraction significative depuis janvier 2024. Comme pour les ventes au détail, la diminution de la consommation proviendra surtout du secteur automobile, qui connaît un ressac après un devancement causé par la politique commerciale américaine. Les autres pans de la consommation de biens durables et non durables devraient plutôt afficher des hausses mensuelles modestes pour mai. On s'attend à une stagnation du côté des services alors que les ventes au détail font état d'une diminution des dépenses réelles en restauration et que la production industrielle pointe vers une baisse de la demande d'énergie. De son côté, la consommation nominale totale devrait avoir connu une progression nulle (0,0 %). La variation annuelle du déflateur total devrait passer de 2,1 % à 2,2 %, tandis que celle du déflateur qui exclut les aliments et l'énergie devrait passer de 2,5 % à 2,6 %.

CANADA

MARDI 24 juin - 8:30

Mai	m/m
Consensus	0,5 %
Desjardins	0,5 %
Avril	-0,1 %

Indice des prix à la consommation (mai) – La variation annuelle des prix à la consommation (IPC) est probablement demeurée à 1,7 % en mai alors que la variation mensuelle de l'IPC a probablement été de 0,5 % en termes non désaisonnalisés. Ces chiffres s'accompagneront d'une mise à jour des pondérations du panier de biens et services composant l'IPC. Les changements les plus notables sont une réduction de la composante énergétique de 7,01 % à 5,83 %, et une augmentation de la composante du logement de 29,15 % à 29,41 %. Le mois dernier a été marqué par une volatilité exceptionnellement élevée, en partie en raison de l'élimination de la taxe carbone, mais aussi d'un gain considérable du côté des logements loués, qui devrait se normaliser. Les données d'avril reflétaient certains effets des tarifs douaniers, effets qui risquent de s'être accentués en mai. Les mesures de l'inflation fondamentale de la Banque du Canada, qui progressaient ces derniers temps, devraient avoir diminué.

VENDREDI 27 juin - 8:30

Avril	m/m
Consensus	0,0 %
Desjardins	0,1 %
Mars	0,1 %

PIB réel par industrie (avril) – Nous prévoyons une croissance mensuelle du PIB réel par industrie de 0,1 % en avril, un chiffre conforme au résultat provisoire de Statistique Canada. L'extraction de ressources a probablement stimulé la croissance, menée par une légère progression de la production de pétrole et de gaz. De plus, l'[Enquête sur la population active](#) d'avril a révélé que l'embauche temporaire pendant les élections fédérales avait masqué une faiblesse croissante du marché du travail en général. Du côté des secteurs de la fabrication et du commerce, nous anticipons des difficultés en raison des pressions tarifaires de plus en plus présentes. Pour ce qui est des données sur le PIB réel de mai 2025, nous nous attendons à ce que le résultat provisoire de Statistique Canada montre un profil plus faible par rapport à avril. Cela serait en partie attribuable à des facteurs ponctuels, comme les feux de forêt dans l'Ouest canadien, et à la fin des dépenses et de l'emploi liés aux élections fédérales.

OUTRE-MER

LUNDI 23 juin - 4:00

Juin	
Consensus	50,5
Mai	50,3

Zone euro : Indice PMI (juin – préliminaire) – L'indice PMI composite de la zone euro a légèrement reculé, passant de 50,4 en avril à 50,2 en mai. Cette modération masque toutefois des disparités importantes entre les principales économies de la région. En Allemagne, l'indice a chuté de 1,6 point, tandis qu'en France, il a progressé de 1,5 point. Pour l'instant, l'économie de la zone euro semble échapper aux pires répercussions de la guerre commerciale avec les États-Unis. Les mesures de représailles adoptées par l'Union européenne demeurent essentiellement symboliques, limitant ainsi leur impact économique direct. Dans ce contexte, la Banque centrale européenne a abaissé son taux directeur à quatre reprises cette année, mettant en évidence que les préoccupations actuelles portent davantage sur la croissance que sur les pressions inflationnistes. Les données de juin seront déterminantes pour évaluer si les droits de douane commencent à peser plus lourdement sur l'économie du Vieux Continent.

Indicateurs économiques

Semaine du 23 au 27 juin 2025

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
DIMANCHE 22	13:15	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de San Francisco, M. Daly				
LUNDI 23	10:00	Ventes de maisons existantes (taux ann.)	Mai	3 950 000	3 890 000	4 000 000
	13:10	Discours du président de la Réserve fédérale de Chicago, A. Goolsbee				
MARDI 24	8:30	Compte courant (G\$ US)	T1	-445,5	-452,2	-303,9
	9:00	Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons (a/a)	Avril	nd	3,90 %	4,07 %
	9:15	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de Cleveland, B. Hammack				
	10:00	Confiance des consommateurs	Juin	99,0	99,0	98,0
	10:00	Témoignage du président de la Réserve fédérale, J. Powell, devant un comité de la Chambre des représentants				
	12:30	Discours du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
MERCREDI 25	10:00	Ventes de maisons neuves (taux ann.)	Mai	693 000	685 000	743 000
	10:00	Témoignage du président de la Réserve fédérale, J. Powell, devant un comité du Sénat				
JEUDI 26	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	16-20 mai	248 000	252 000	245 000
	8:30	PIB réel (taux ann.)	T1t	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %
	8:30	Nouvelles commandes de biens durables (m/m)	Mai	6,9 %	13,5 %	-6,3 %
	8:30	Balance commerciale de biens – préliminaire (G\$ US)	Mai	-92,0	-85,3	-87,6
	8:30	Stocks des détaillants (m/m)	Mai	nd	nd	-0,1 %
	8:30	Stocks des grossistes – préliminaire (m/m)	Mai	nd	nd	0,2 %
VENDREDI 27	8:30	Revenu personnel (m/m)	Mai	0,2 %	0,5 %	0,8 %
	8:30	Dépenses de consommation (m/m)	Mai	0,2 %	0,0 %	0,2 %
	8:30	Déflateur des dépenses de consommation				
		Total (m/m)	Mai	0,1 %	0,1 %	0,1 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Mai	0,1 %	0,1 %	0,1 %
		Total (a/a)	Mai	2,3 %	2,2 %	2,1 %
		Excluant aliments et énergie (a/a)	Mai	2,6 %	2,6 %	2,5 %
	10:00	Indice de confiance du Michigan – final	Juin	60,5	60,5	60,5
CANADA						
LUNDI 23	---	---				
MARDI 24	---	Congé férié au Québec (fête nationale)				
	8:30	Indice des prix à la consommation				
		Total (m/m)	Mai	0,5 %	0,5 %	-0,1 %
		Total (a/a)	Mai	1,7 %	1,7 %	1,7 %
MERCREDI 25	---	---				
JEUDI 26	---	---				
VENDREDI 27	8:30	PIB réel par industrie (m/m)	Avril	0,0 %	0,1 %	0,1 %

Note : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 23 au 27 juin 2025

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes	
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a
OUTRE-MER							
DIMANCHE 22							
Japon	20:30	Indice PMI composite – préliminaire	Juin	nd		50,2	
Japon	20:30	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Juin	nd		49,4	
Japon	20:30	Indice PMI services – préliminaire	Juin	nd		51,0	
LUNDI 23							
France	3:15	Indice PMI composite – préliminaire	Juin	49,4		49,3	
France	3:15	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Juin	49,9		49,8	
France	3:15	Indice PMI services – préliminaire	Juin	49,2		48,9	
Allemagne	3:30	Indice PMI composite – préliminaire	Juin	49,1		48,5	
Allemagne	3:30	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Juin	49,0		48,3	
Allemagne	3:30	Indice PMI services – préliminaire	Juin	47,9		47,1	
Zone euro	4:00	Indice PMI composite – préliminaire	Juin	50,5		50,2	
Zone euro	4:00	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Juin	49,8		49,4	
Zone euro	4:00	Indice PMI services – préliminaire	Juin	50,0		49,7	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI composite – préliminaire	Juin	50,5		50,3	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Juin	46,9		46,4	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI services – préliminaire	Juin	51,3		50,9	
MARDI 24							
Allemagne	4:00	Indice ifo – climat des affaires	Juin	88,2		87,5	
Allemagne	4:00	Indice ifo – situation courante	Juin	86,5		86,1	
Allemagne	4:00	Indice ifo – situation future	Juin	89,9		88,9	
MERCREDI 25							
France	2:45	Confiance des consommateurs	Juin	89		88	
JEUDI 26							
Allemagne	2:00	Confiance des consommateurs	Juillet	-19,0		-19,9	
Mexique	15:30	Réunion de la Banque du Mexique	Juin	8,00 %		8,50 %	
Japon	19:30	Indice des prix à la consommation – Tokyo	Juin		3,3 %		3,4 %
Japon	19:30	Taux de chômage	Mai	2,5 %		2,5 %	
Japon	19:50	Ventes au détail	Mai	0,3 %	2,5 %	0,5 %	3,3 %
VENDREDI 27							
France	2:45	Dépenses de consommation	Mai	0,1 %	nd	0,3 %	-0,1 %
France	2:45	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Juin	0,2 %	0,8 %	-0,1 %	0,7 %
Italie	4:00	Confiance des consommateurs	Juin	97,0		96,5	
Italie	4:00	Confiance économique	Juin	nd		93,1	
Zone euro	5:00	Confiance des consommateurs – final	Juin	nd		-15,3	
Zone euro	5:00	Confiance économique	Juin	95,0		94,8	
Zone euro	5:00	Confiance des industries	Juin	-9,9		-10,3	
Zone euro	5:00	Confiance des services	Juin	1,6		1,5	

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).